

CONVENTION SUR LE COMMERCE INTERNATIONAL DES ESPÈCES
DE FAUNE ET DE FLORE SAUVAGES MENACÉES D'EXTINCTION



Soixante-sixième session du Comité permanent
Genève (Suisse), 11 – 15 janvier 2016

Interprétation et application de la Convention

Commerce d'espèces et conservation

RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LES PANGOLINS (MANIDAE SPP.)

Le présent document a été préparé par le groupe de travail sur les pangolins en rapport avec le point 50 de l'ordre du jour et soumis à la demande du Comité permanent, à sa quatrième séance.

Projet de résolution pour la CoP17

CONSERVATION ET COMMERCE DE PANGOLINS

PRÉOCCUPÉE de constater que les huit espèces de pangolins, famille Manidae, sont considérées en danger critique, en danger ou vulnérables, en raison des effets conjugués de la dégradation de l'habitat, de la surexploitation et du commerce illégal;

RAPPELANT que la Conférence des Parties a décidé, en 1994, d'inscrire toutes les espèces de pangolins, *Manis* spp., à l'Annexe II, et d'amender cette inscription en 2000 avec l'annotation: "Un quota d'exportation annuel zéro a été établi pour *Manis crassicaudata*, *M. culionensis*, *M. javanica* et *M. pentadactyla* pour les spécimens prélevés dans la nature pour des transactions principalement commerciales";

SACHANT que le commerce de spécimens, parties et produits de Manidae d'origine sauvage a fait l'objet de l'étude du commerce important, en application de la résolution Conf. 12.8 (Rev. CoP13);

PRÉOCCUPÉE par le fait que ces mesures n'ont pas empêché le déclin des populations de pangolins face au commerce illégal et non durable;

FÉLICITANT certains États des aires de répartition et certaines Parties pour les efforts qu'ils ont déployés afin de lutter contre le commerce illégal et non durable des pangolins et de leurs parties et produits;

ENCOURAGEANT tous les acteurs à prendre note des recommandations du rapport final de la première réunion des États de l'aire de répartition des pangolins, tenue du 24 au 26 juin 2015 à Da Nang, Viet Nam;

RECONNAISSANT qu'il est difficile d'étudier, de gérer et de surveiller les populations de pangolins dans la nature, et qu'il y a un manque de données exhaustives sur la taille des populations et l'état de conservation des espèces de pangolins;

RECONNAISSANT aussi que les populations de pangolins sont vulnérables à la surexploitation parce que ces animaux ont un faible taux de reproduction et sont faciles à capturer;

RECONNAISSANT en outre que ces dernières années, le commerce illégal de spécimens, parties et produits de pangolins a augmenté considérablement pour satisfaire la demande internationale;

RAPPELANT que, dans la résolution Conf. 10.7 (Rev. CoP15), *Utilisation des spécimens vivants confisqués appartenant à des espèces inscrites aux annexes*, la Conférence des Parties prie instamment les organes de gestion d'élaborer, en consultant les autorités scientifiques et autres organes concernés, des plans d'utilisation des spécimens vivants saisis et confisqués et RAPPELANT l'importance, pour les Parties, d'élaborer de tels plans pour les pangolins;

RAPPELANT aussi que, conformément aux dispositions de la résolution 10.16 (Rev.), *Spécimens d'espèces animales élevés en captivité*, les établissements d'élevage de pangolins devrait pouvoir démontrer l'origine légale de tout cheptel fondateur et leur capacité d'élever avec succès des pangolins jusqu'à la génération F2 au moins, dans un milieu contrôlé;

RAPPELANT en outre que dans la résolution Conf. 10.19 (Rev. CoP14), *Les médecines traditionnelles*, la Conférence des Parties recommande aux Parties de travailler en étroite coopération avec les groupes de praticiens de médecine traditionnelle et les consommateurs pour élaborer des programmes éducatifs et de sensibilisation du public visant à l'élimination de l'utilisation illégale des espèces en danger et soulignant la nécessité d'éviter la surexploitation;

LA CONFÉRENCE DES PARTIES À LA CONVENTION

PRIE INSTAMMENT toutes les Parties:

- a) d'adopter et de mettre en œuvre une législation nationale exhaustive ou, le cas échéant, de réviser la législation en vigueur, prévoyant des sanctions dissuasives contre le commerce illégal de spécimens de pangolins indigènes et non indigènes;
- b) de garantir une application stricte des mesures de contrôle du commerce illégal de spécimens de pangolins;
- c) de renforcer encore la coopération nationale interagences et la coopération internationale, et d'améliorer les efforts collectifs des États des aires de répartition, de transit et de destination, afin de mettre en place des activités et mesures de lutte contre la fraude coordonnées pour lutter contre le commerce illégal des spécimens de pangolins;
- d) de mener des activités de renforcement des capacités axées tout particulièrement sur:
 - i) les méthodes et techniques de détection et d'identification des pangolins faisant l'objet d'un commerce illégal, y compris par de prétendus établissements d'élevage en captivité,
 - ii) les protocoles de bonnes pratiques pour la manipulation en toute sécurité, les soins, la réhabilitation et la remise en liberté des spécimens de pangolins vivants confisqués, et
 - iii) la promotion de la connaissance des dispositions légales relatives au commerce et à l'utilisation des pangolins
- e) de promouvoir la mise au point de techniques, y compris l'application de la science criminalistique, pour identifier les parties et produits de pangolins faisant l'objet de commerce;

PRIE INSTAMMENT les Parties ayant des établissements d'élevage de pangolins de veiller à ce que ces établissements aient mis en place des pratiques de gestion et des mesures de contrôle effectives pour empêcher l'entrée de parties et de produits dans le commerce illégal, notamment en enregistrant les établissements d'élevage, et en exerçant régulièrement un suivi et un contrôle;

ENCOURAGE les Parties sur les territoires desquelles il y a des stocks de parties et produits de pangolins, à s'assurer que des mesures de contrôle adéquates sont en place pour sécuriser ces stocks, et à veiller à la stricte application de ces mesures;

ENCOURAGE VIVEMENT les pays de consommation, de transit et des aires de répartition à sensibiliser la communauté chargée de l'application des lois, y compris l'appareil judiciaire, les communautés locales, les entreprises pertinentes telles que les sociétés de messagerie, et les consommateurs, à l'état de conservation des pangolins et aux menaces que le commerce illégal exerce sur leur survie;

ENCOURAGE les États des aires de répartition à collaborer avec les communautés locales afin de mettre au point des programmes sur les moyens d'existence non consommateurs, ainsi que des programmes et du matériel pédagogiques pour aider les communautés locales à gérer les populations de pangolins de manière durable;

ENCOURAGE les pays de consommation à mener des travaux de recherche sur l'utilisation des spécimens de pangolins et sur les consommateurs et leurs motivations en matière de consommation de parties et produits de pangolins, à prendre des mesures pour réduire la demande de spécimens de pangolins illégaux en s'appuyant sur les résultats de ces recherches, et à lancer des campagnes de communication ciblées;

APPELLE les États des aires de répartition à collaborer avec les organismes appropriés en vue d'élaborer et de mettre en œuvre des programmes de gestion et de conservation *in situ* des pangolins comprenant la réalisation d'avis de commerce non préjudiciable pour les espèces, l'évaluation, le suivi et la gestion des populations ainsi que des mesures de conservation;

APPELLE tous les gouvernements, les organisations intergouvernementales, les organismes d'aide internationale et les organisations non gouvernementales à soutenir les efforts déployés par les États des aires de répartition, de transit et de consommation concernés par le commerce illégal de spécimens, parties et produits de pangolins pour lutter contre ce commerce, notamment par des interventions de renforcement des capacités, une assistance technique, un appui opérationnel, un soutien financier, des interventions pédagogiques, un appui et une coopération en matière de lutte contre la fraude, selon les besoins.

DÉCISION PROPOSÉE POUR ADOPTION À LA CoP 17

À l'adresse du Secrétariat

Le Secrétariat:

- a) assure la liaison avec les organismes partenaires du Consortium international de lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages (ICWC), les réseaux régionaux de lutte contre la fraude tels que l'Équipe spéciale de l'Accord de Lusaka, les réseaux de lutte contre la fraude liée aux espèces sauvages dans la région de l'Asie du Sud (SAWEN) et de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN WEN) et d'autres réseaux pertinents de lutte contre la fraude pour leur transmettre les préoccupations exprimées dans la résolution xx relative au commerce illégal de spécimens, et leur demander d'en tenir compte dans l'élaboration de leurs programmes de travail;
- b) sous réserve de fonds externes, prépare, en coopération avec les organisations compétentes et en consultant les États des aires de répartition et les pays impliqués, deux mois au moins avant la 69^e session du Comité permanent, un rapport sur:
 - l'état de conservation des espèces africaines et asiatiques de pangolins, aux niveaux national et mondial,
 - les données disponibles relatives au commerce légal et illégal, y compris les données issues des rapports bisannuels des Parties,
 - les informations pertinentes sur les mesures prises en matière de lutte contre la fraude, y compris les saisies, les analyses criminalistiques des spécimens saisis, les arrestations, les poursuites judiciaires et les jugements rendus dans le cadre du commerce illégal de pangolins, ainsi que l'utilisation des spécimens saisis;
 - l'inventaire des populations actuelles de pangolins en captivité, avec des données sur la reproduction et les taux de mortalité, dans les zoos, les centres de réhabilitation et autres établissements de captivité, ainsi que l'évolution des activités d'élevage en captivité; et
 - l'évolution en matière de mesures spécifiques de gestion de la demande, d'éducation et de sensibilisation liées aux pangolins.

Le Secrétariat communique le projet de rapport aux États des aires de répartition et autres pays impliqués pour qu'ils lui fassent part de leurs commentaires. Le rapport final est communiqué à la 69^e session du Comité permanent. Sur la base du rapport et des commentaires des États des aires de répartition et autres pays impliqués, le Secrétariat formule des recommandations pour examen par la 69^e session du Comité permanent, ainsi que des projets de décisions pour examen par le Comité permanent et la Conférence des Parties, s'il y a lieu.